



**SEMINAIRE PRAXIS**

---

# **LES COMMUNS** **URBAINS ET CULTURELS**

**PANELISTES**

**ANOUK BÉLANGER**

Professeure département de  
communication sociale et publique UQAM

**LISIANE LOMAZZI**

Chercheure au CRICIS et doctorante  
en communication UQAM

**MATTHIAS EINHOFF**

Artiste et co-directeur ZK/U  
Center of Arts and Urbanistics (Berlin)

**NICOLAS OUELLET**

Artiste et enseignant, Bâtiment 7,  
étudiant à la maîtrise en communication UQAM

Avec l'appui de

*Fonds de recherche  
Société et culture*  
**Québec** 



**13 H À 16 H**

**17 JANVIER 2020**

**CENTRE PHI**

**407 RUE SAINT-PIERRE,**

**MONTRÉAL**

**OME**  
**— C**  
OBSERVATOIRE  
DES MÉDIATIONS  
CULTURELLES



## COMPTE-RENDU SEMINAIRE PRAXIS **LES COMMUNS URBAINS ET CULTURELS**

En janvier dernier, l'Observatoire des médiations culturelles invitait ses membres et collaborateurs, collaboratrices à un séminaire portant sur la médiation culturelle et les communs (notamment culturels et urbains). Ce séminaire, tenu au Centre Phi, s'inscrivait dans un des trois grands axes d'interrogation qui définissent le programme de l'OMEC, soit l'axe Praxis, qui s'intéresse spécifiquement aux manières de réfléchir les pratiques de médiation et d'action culturelle.

Le séminaire a été animé par la professeure et chercheuse Anouk Bélanger, directrice de l'axe, et il s'est divisé en trois moments différents de réflexion :

- **Les communs urbains et culturels.** Conférence/dialogue animée par Anouk Bélanger avec Lisiane Lomazzi, chercheuse au CRICIS et doctorante en communication, UQAM.
- **Projet Haus der Statistik (Berlin).** Conférence de l'artiste berlinois Matthias Einhoff (en anglais).
- **Les communs montréalais.** Discussion en mode aquarium à partir d'une série de cas présentés par Nicolas Ouellet, artisan et enseignant de l'atelier céramique à Bâtiment 7 et étudiant à la maîtrise en communication, UQAM.

Voici les questions qu'ont traversé les trois moments du séminaire, et les réflexions faites autour du sujet des communs urbains et culturels : Quels liens entre la médiation culturelle et les pratiques de *commoning*? Comment la médiation culturelle participe-t-elle aux initiatives de communs urbains et culturels? Quels nouveaux liens entre culture et rapports sociaux se réfléchissent et se créent dans ces projets? Quelles sont les motivations des artistes, travailleurs culturels et citoyens dans les communs urbains à Berlin et Montréal?

Simultanément, le séminaire a été traduit en langue des signes québécoise (LSQ) grâce à la présence de deux interprètes sur place.

## \_\_\_ **LES COMMUNS URBAINS ET CULTURELS**

Conférence/dialogue avec Lisiane Lomazzi, chercheuse au CRICIS et doctorante en communication, UQAM et animée par Anouk Bélanger.

Ce premier espace a comme but de réfléchir à la médiation et l'action culturelles par le langage des communs, particulièrement à la lumière de la place croissante qu'il prend dans la ville, tout comme la pratique de *commoning*.

### **Qu'est qu'on entend par communs urbains dans la littérature et dans l'histoire ?**

Premièrement, le biologiste américain Garrett Hardin fait paraître, en 1968, un article scientifique intitulé « La tragédie des communs » qui va avoir une grande influence sur la manière dont on envisage les biens communs jusqu'au début des années 1990. Cet article est publié alors même que des débats émergent quant à la surpopulation et à l'incompatibilité entre la recherche d'une

croissance économique illimitée notamment de par l'exploitation de ressources naturelles qui, elles, sont limitées.

Pour illustrer son propos, Hardin élabore une parabole. Des bergers utilisent une terre communale c'est-à-dire de propriété commune, ni privée, ni étatique, non-gérée, comme pâturage pour leur troupeau. Il avance que les bergers se comportent en *homo economicus* : ils se comportent rationnellement, visent à maximiser leur intérêt personnel et agissent de façon indépendante. Donc, chaque éleveur aura naturellement tendance à augmenter la taille de son troupeau. Par conséquent, même s'ils ne le souhaitent pas, les bergers finiront par surexploiter la ressource naturelle jusqu'à son épuisement. Cette courte histoire sert à illustrer la morale suivante : la coopération généralisée étant rationnellement impossible, pour éviter aux biens communs une issue tragique, leur ruine, il est indispensable de recourir soit à la privatisation soit, dans une moindre mesure, à l'intervention étatique pour éviter les abus.

Au regard de ces éléments, on comprend mieux pourquoi l'article d'Hardin rencontre un franc succès auprès des néolibéraux qui ne manquent pas de le mobiliser, dans un contexte de crise du modèle de l'État-providence d'après-guerre, pour appeler à une privatisation et une marchandisation des biens communs.

L'instrumentalisation de « La tragédie des communs » pour légitimer le projet néolibéral a grandement contribué à son succès. À tel point, qu'on en oublierait que la thèse d'Hardin ne repose sur aucune analyse historique ou étude empirique rigoureuse.

Celle-ci a cependant la peau dure puisqu'il faut attendre la publication des travaux de la politologue et économiste américaine Elinor Ostrom dans les années 1990 pour qu'elle commence à vaciller et, plus encore, la réception du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel par cette dernière en 2009 pour que le livre se referme sur « La tragédie des communs » et que puisse à nouveau être pensé des communs sans tragédie.

Deuxièmement, à partir des années 1980, Elinor Ostrom mènent des recherches de terrain sur la gouvernance des ressources naturelles (notamment de l'eau) par des communautés d'usagers. Celles-ci lui permettent d'observer que, contrairement à ce qu'avance Hardin, les communs – entendus comme des ressources partagées et gérées par des communautés – ne sont pas voués à la catastrophe, bien au contraire.

Elle tente donc de comprendre pourquoi Hardin parvient à une telle conclusion et identifie deux écueils majeurs dans sa réflexion.

Tout d'abord, elle avance que la logique de la rationalité économique ne porte pas nécessairement les individus à se faire concurrence jusqu'à l'autodestruction. Dans certains cas, ils peuvent juger qu'il est préférable, plus efficace, de coopérer et donc d'opter rationnellement pour le partage.

Ensuite, Hardin considère que les communs sont des ressources certes partagées, mais non gérées. Or, pour Ostrom, ce qui fait la particularité d'un commun, c'est qu'il s'agit d'une ressource partagée et prise en charge par une communauté qui met en place des règles d'accès, d'usage et de gestion de la ressource commune afin d'inciter au partage, de freiner la tentation de jouer au passager clandestin et finalement de garantir sa pérennité. Ce qui fait en sorte que la ressource partagée évoquée par Hardin connaisse la surexploitation, ce n'est pas tant l'égoïsme des bergers que le fait que celle-ci soit non-gérée, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de mécanismes collectivement définis qui favorisent la coopération plutôt que la compétition.

Pour résumer, selon Ostrom, les communs constituent une troisième voie entre le marché et l'État. Il s'agit d'arrangements institutionnels, c'est-à-dire de ressources partagées qui sont gérées par des communautés qui fixent ensemble des règles de fonctionnement fondées sur le partage afin de protéger la ressource de la surexploitation.

Troisièmement, dans *Commonwealth* (2012), le troisième tome de la trilogie après *Empire* (2000) et *Multitudes* (2004), Michael Hardt et Toni Negri tentent de dépasser l'analyse économique et juridique pour élaborer une théorie politique du commun.

Ils ne s'inscrivent pas dans la continuité des travaux d'Ostrom, mais renouent avec la critique marxiste de la valeur-travail.

Ils analysent donc les transformations de l'expérience du travail dans la période contemporaine du capitalisme qu'est le capitalisme cognitif, c'est-à-dire un système d'accumulation dans lequel la valeur productive du travail intellectuel et immatériel devient dominante et où l'enjeu central de la valorisation du capital porte directement sur l'expropriation rentière du commun et sur la transformation de la connaissance en une marchandise fictive.

Selon eux, le processus de production immatérielle nécessite l'engagement de la subjectivité des travailleurs, c'est-à-dire qu'ils coopèrent et communiquent, qu'ils construisent ensemble, ce qui génère spontanément du commun. Le capital cherche à capter et à détourner ce commun sous la forme de l'appropriation privée et de l'appropriation étatique pour s'assurer du contrôle et de la maîtrise du produit de ce travail ainsi que de sa disponibilité comme moyen de production future. La multitude productrice du commun se voit donc expropriée.

Cependant, le commun excède sans cesse les limites de la maîtrise capitaliste, c'est en ce sens que le commun constitue également un projet politique de dépassement du capitalisme par la multitude. En effet, cette privatisation du commun – qui entrave la production biopolitique – révèle la contradiction propre au capitalisme et génère en son sein les conditions de son dépassement : l'autonomisation croissante de la multitude productrice par la réappropriation du commun et, in fine, son exode. Ainsi, le travail immatériel permettrait « à travers la production du commun, d'être le véhicule d'une société démocratique alternative » (2004, p. 402).

Quatrièmement, dans *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Pierre Dardot et Christian Laval tentent d'articuler analyse économique et juridique des communs et stratégie politique. Ils partagent la volonté d'Hardt et Negri de faire du Commun un projet politique tout en poursuivant la réflexion d'Ostrom en la réinscrivant dans le contexte économique, politique et social qui est le nôtre.

Ils contestent l'interprétation d'Hardt et Negri d'un capitalisme contemporain dont la logique devenue rentière capterait du dehors une production biopolitique autonome. Negri et Hardt retomberaient dans ce qui est l'erreur centrale de Marx : croire que le capitalisme engendre lui-même son propre dépassement. Ils insistent également sur le rôle central de l'État : le néolibéralisme s'appuie sur l'intervention de l'État à la fois partenaire de l'entreprise privée et réformateur d'administrations publiques, qu'il soumet aux critères capitalistes via le management néolibéral qu'il y déploie.

À la suite d'Ostrom, ils considèrent que les communs sont des institutions. Lors d'un acte initial de création de règles de gestion commune, une communauté établit une ressource, un espace, etc. comme chose commune. Mais, l'institution du commun doit faire l'objet d'une pratique continuée, une *praxis instituante* (Castoriadis), c'est-à-dire un pouvoir instituant qui consiste à prêter attention à la créativité des pratiques humaines.

Par-delà, une ressource/un mode de gestion/une communauté, les communs sont également caractérisés par une « une pratique de gouvernement des communs par les collectifs qui les font vivre » (p. 582), un principe politique de délibération et de co-décision sur les finalités de l'action : Commun.

La prolifération des communs et du commun est susceptible de mener au contrôle démocratique de la production et à une réorganisation collective de la vie sociale par ses acteurs. À une révolution au sens castoriadien du terme.

## **Comment expliquer le succès actuel de la notion ? Qu'est-ce qui en fait l'actualité/la nouveauté ? Est-ce que c'est le contexte qui explique la popularité de la notion ou de l'idée des communs ?**

(Contexte de crise au sud de l'Europe, développement capitaliste et gentrification/privatisation, accent mis sur la coopération, une volonté réelle de changement de mode de vie (reprenre la main sur ce qu'on peut faire de ses espaces, de son temps – volonté d'agir et recherche d'autonomie). D'un point de vue historique, la pratique sociale des communs n'est pas du tout nouvelle. Au contraire, ils ont constitué la forme prédominante d'organisation de la production économique et de la reproduction sociale pendant la majeure partie de l'existence de l'humanité. Le développement du mode de production capitaliste, qui est relativement récent, s'est en fait appuyé sur la destruction et l'invisibilisation des communs. Le renouveau des communs, ces dernières années, peut être lu comme une forme de résistance et une proposition d'alternative au néolibéralisme (nouvelles enclosures), Cela traduit une volonté de création de nouvelles formes d'organisation sociale fondées sur le partage, la solidarité, le respect les uns envers les autres et envers l'environnement. Comme le dit Federici, ce mouvement des communs peut être lu comme une tentative de "réenchanter le monde", inventer d'autres possibles, ouvrir des horizons.

## **Quels seraient des apports des communs à l'écosystème culturel montréalais aujourd'hui ?**

L'espace de la ville, ce n'est pas seulement quelque chose à partager, c'est un ensemble de relations sociales, un lieu d'élaboration de règles de partage et à travers lequel des relations sociales potentiellement émancipatrices s'expriment. Un commun, c'est un espace ouvert, la communauté accueille de nouveaux participants et les inclut au processus de co-production des règles de partage au sein duquel la conflictualité est vue comme participant de la réflexivité nécessaire au commun. Cette réflexivité des communs peut être vue comme une manière de repenser la manière de concevoir et de mettre en oeuvre la médiation et l'action culturelle (accès, participation, prise de décision et autonomie) en portant une attention continue à l'adéquation entre les moyens et les fins (voir par-delà la gestion quotidienne).

Un commun, c'est aussi un espace d'imagination et d'expérimentation de formes d'organisation sociale pour voir si elles peuvent produire différents types de relations sociales qui ne soient pas guidées par la vitesse et la mise en concurrence des individus. Les communs comme pratique sociale de création et de gestion continuées d'espaces partagées permettent à des communautés de façonner leur milieu de vie, de les faire leur. Cette mise en visibilité de cet autre possible constitue déjà un pas important pour se déprendre du cadre de pensée néolibéral.

La chercheuse Anouk Bélanger fait remarquer qu'il y a une tendance actuelle à dire que l'on fait des choses "dans l'esprit des communs". Cette expression est souvent révélatrice du fait que le projet a été pensé en amont par un petit groupe de personnes qui ouvre ensuite la participation à une audience plus large. Or, le commun c'est décider et faire ensemble. Le contrôle démocratique du commun par une communauté qui se forme autour de celui-ci est ce qui fait qu'un commun est commun. Donc quand on fait "dans l'esprit des communs", il s'avère assez fréquemment que l'on est pas en présence d'un "réel" commun.

## PROJET HAUS DER STATISTIK (BERLIN)\_\_\_\_\_

Conférence de l'artiste berlinois Matthias Einhoff

Matthias Einhoff est le co-fondateur et directeur du centre d'arts et d'urbanisme (ZK/U en allemand), « un pôle interdisciplinaire de recherche urbaine et de pratique artistique. Il s'investit dans le développement de projets artistiques et de recherche à l'interface des discours urbains et des pratiques locales »<sup>1</sup>. Dans ses interventions, ZK/U cherche à revisiter des infrastructures urbaines sous l'angle des pratiques des communs. Leur but est d'involucrer aux citoyens (entre 100 et 300 participent au processus de conception de chaque projet) dans la prise de décisions sur leur environnement urbain.

*Haus der Statistik* est un projet qui suit une pratique déjà habituelle pour Einhoff et ses collègues : la création et mise en pratique des narratives puissantes, afin de mobiliser et de visibiliser les principales valeurs d'un projet. Dans ce cas, il s'agit d'adresser l'abandon d'un bâtiment très bien situé dans un espace central de la ville, voisin de la place Alexanderplatz. Ils ont mobilisé l'attention sur la contradiction existante entre ce bâtiment qui vieillit, qui est abandonné et la manque d'espace à cause de la gentrification.

« La structure originale du bâtiment, avec plus de 40.000 mètres carrés d'espace utilisable, serait transformée en espace de vie abordable pour les réfugiés et en espace de travail pour les arts, la culture et l'éducation. ZK/U concevait les espaces de rencontre, de cohabitation et de co-working comme des pôles des synergies mutuelles d'intégration entre les protagonistes et le quartier. De cette façon, la maison pourrait devenir un prototype représentant une pratique innovante et inclusive en réunissant la culture, l'éducation et l'engagement social sous un même toit. »<sup>2</sup>

<sup>1</sup> reSITE. sd. *Speakers: Matthias Einhoff, Co-Founder, Co-Director, ZK/U – Center for Arts and Urbanistics*. En ligne : <https://www.resite.org/speakers/matthias-einhoff>. Consulté le 7 février 2020

<sup>2</sup> ZK/U. sd. *Projects: Haus der Statistik*. En ligne : <https://www.zku-berlin.org/projects/haus-der-statistik/>. Consulté le 7 février 2020.

Une fois que les médias de communication ont multiplié leur stratégie, le gouvernement de la ville de Berlin s'est vu obligé à réagir en achetant le bâtiment et le donnant pour la création d'un espace d'art, culture, et affaires sociales dans un esprit de mixité et diversité. Enfin, il s'est passé que la Ville s'est approprié du récit créée par ZK/U, en s'investissant via la donation des fonds pour développer des prototypes artistiques pour une société urbaine basée sur le bien commun. Maintenant, « plus de 100 000 mètres carrés sont disponibles pour la culture, les infrastructures sociales, l'éducation, la vie abordable, un nouvel hôtel de ville et des fins administratives au cœur de Berlin. »<sup>3</sup> Dans ce sens, ils ont créé un usage mixte des facilités dans le but éventuel de donner lieu à un quartier aussi mixte.

Le processus exploratoire et pionnier de *HdS* a permis de créer une alliance entre la société civile et le public. Aussi, il a donné naissance à la *Koop 5* : une entité juridique qui regroupe cinq entreprises dont l'objectif est de planifier et d'exécuter une coopération intersectorielle. Comme à l'intérieur de *Koop 5*, tout le monde est issu de cultures de travail et d'horizons administratifs différents, ils ne favorisent pas un outil ou un processus de travail. Au contraire, ils assistent continuellement à un processus d'apprentissage qui conduit à comprendre de manière réflexive le contexte dans lequel le projet est développé, autant qu'au développement constant de nouveaux instruments de travail collectif.

D'une part, les procédures d'urbanisme articulent des collaborations étroites entre différentes parties, et ont conduit à la création du comité pionnier : une sorte d'outil collaboratif qui cherche à créer/approuver des usages pionniers de la maison des statistiques.

D'autre part, *Koop 5* a été en charge de l'animation d'ateliers publics permettant aux citoyens locaux de comprendre comment s'impliquer et participer à la prise de décisions : leur rôle n'étant pas de fournir de grandes idées, mais de générer des connaissances sur la manière d'améliorer la raison d'être de la maison des statistiques.

## LES COMMUNS MONTRÉALAIS\_\_\_\_\_

Discussion en mode aquarium à partir d'une série de cas présentés par Nicolas Ouellet, artisan et enseignant de l'atelier céramique à Bâtiment 7 et étudiant à la maîtrise en communication, UQAM.

Dans ce dernier moment du séminaire, Nicolas Ouellet présente quatre cas d'initiatives de *commoning* à Montréal. Les communs urbains et l'appropriation des bâtiments à Montréal compte avec plusieurs exemples, dont *Bâtiment 7* (2003), *Kabanne 77* (2012), *À nous la malting* (2017) et *Les forges de Montréal* (2000).

Ces quatre projets ont été développés par des résidents et artistes dans le but de promouvoir une gestion socio démocratique, dont la prise de décision est collective/commune. Tous présentent une mixité de programmes ou activités, s'intéressant à divers domaines tels que la culture, l'éducation, le logement social, l'agriculture, l'apprentissage des métiers d'arts et d'artisanerie, toujours en promouvant les pratiques collaboratives et la démocratie culturelle.

---

<sup>3</sup> ZK/U. sd. Projects: STATISTA. En ligne : <https://www.zku-berlin.org/projects/statista/>. Consulté le 7 février 2020

En partant de ces quatre expériences, une discussion est proposée à la salle en mode aquarium dans le but de réfléchir ensemble sur le croisement des pratiques des communs et des pratiques culturelles. Les premières interventions sont effectuées par Nathalie Casemajor, Ève Lamoureux et Danielle Racine, et la discussion est animée par William Jacomo Beauchemin. La chercheure et co-directrice de l'OMEC Nathalie Casemajor pose des questions en lien avec ce qui a été abordé dans le séminaire. Elle tisse des lignes transversales entre la médiation culturelle et les pratiques des communs telles que le rapport aux formes d'autogestion, à l'institutionnalisation (si l'institutionnalisation des communs est courante, dans le milieu culturel ça reste plutôt flou), et à la temporalité (si bien les projets de commoning s'installent sur la durabilité, les projets de médiation culturelle restent encore d'une durée relativement courte).

Quelques faits saillants de ce dialogue :

- La mise en place de pratiques de partage d'expériences basées sur le transfert des savoirs autant que l'égalité des savoirs permettent à la Ville de soutenir plusieurs petits projets.
- La combinaison d'ancrage local et le sentiment d'appropriation de la ville créent un réseau qui sert comme lien entre les projets d'appropriation et développement des quartiers et les projets de médiation culturelle développés par la Ville.
- Il y a un lien avec le mouvement coopératif du Québec, donc l'histoire de ce mouvement devient une forte inspiration.
- Il est pertinent de remarquer aussi la pratique de co-direction, et direction à plusieurs têtes que nous voyons de plus en plus dans le milieu culturel, et qui reflète une tendance croissante dans le milieu culturel à prendre des décisions en commun.
- Il faut aussi se questionner, surtout sur les terrains de pratique, sur les liens avec les mouvements anarcho marxistes, les grands mouvements citoyens d'appropriation des années 60, qui après sont devenus des espaces très institutionnalisés. Est-ce que les communs emprunteront la même "route" sociopolitique?
- Ces espaces des communs existent parce qu'ils n'ont pas de place dans les lieux traditionnels de la politique, donc ouvrir la ville n'est pas seulement un geste esthétique, ce n'est pas un processus contrôlé ou consensuel, sinon que c'est quelque chose de chaotique. Il signifie de s'ouvrir à la question du partage des pouvoirs, qui vient toujours avec la possibilité de conflits et de tensions. Cela dit, en participant à l'OMEC on explore des chemins de gestion urbaine et on s'engage à réfléchir ensemble pour ouvrir de nouvelles possibilités, un exemple étant le fait que la notion de médiation culturelle, au coeur de notre travail, n'était pas acceptée il y a quelques années.
- Il faut réfléchir à qu'est-ce que nous avons besoin de changer dans notre façon de nous comprendre pour être capable de faire commun et de rendre la collaboration possible. Il faut commencer pour penser à la question du droit en tant que sentiment. L'ayant droit qui se manifeste de plus en plus dans les médiations culturelles. La volonté de s'approprier des espaces, le droit de développer une pratique en collectivité, en co-gestion, de s'approprier les espaces. En parlant de Montréal particulièrement, le commun s'exprime à travers l'espace, du droit et de la temporalité.





- Il y a une situation délicate par rapport à la question de l'illégalité de certaines initiatives qui sont ensuite récupérées par la Ville, qui reprend l'étiquette du commun et finisse par se réapproprier de ces lieux. Dans ce cas, il est important de réfléchir sur la tension entre l'illégalité et travailler avec la Ville. Dans le fond, créer en dehors du système permet de développer une narrative autre ou de l'autrui, qu'on finisse par imposer ou faire visible aux politiques gouvernementales.

Ce résumé s'appuie sur les notes prises lors de l'évènement par Raquel Cruz et Laurie Magnan, vérifiées et enrichies par Anouk Bélanger et Lisiane Lomazzi.

Inscription réseau étudiant : [maignien.noemie@courrier.uqam.ca](mailto:maignien.noemie@courrier.uqam.ca)  
Contact coordination générale : [OMEC@ucs.inrs.ca](mailto:OMEC@ucs.inrs.ca)

Site web OMEC: <https://omec.inrs.ca/>  
Facebook : [/Observatoiredesmediationsculturelles](https://www.facebook.com/Observatoiredesmediationsculturelles)  
Twitter: [/OMEC\\_](https://twitter.com/OMEC_)